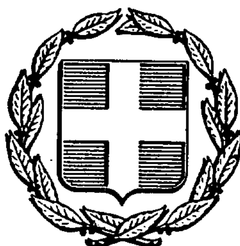


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 18 ΙΟΥΛΙΟΥ 1986 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 102

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1632

Κύρωση της διεθνούς σύμβασης για την εναρμόνιση των ελέγχων των εμπορευμάτων στα σύνορα.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το αρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η διεθνής σύμβαση για την εναρμόνιση των ελέγχων των εμπορευμάτων στα σύνορα, που καταρτίστηκε στη Γενεύη στις 21 Οκτωβρίου 1982, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'HARMONISATION DES CONTROLES DES MARCHANDISES AUX FRONTIERES

PREAMBULE

LES PARTIES CONTRACTANTES,

DESIREUSES d'améliorer la circulation internationale des marchandises.

CONSIDERANT la nécessité de faciliter le passage des marchandises aux frontières,

CONSTATANT que des mesures de contrôle sont appliquées aux frontières par différents services de contrôle,

RECONNAISSANT que les conditions d'exercice de ces contrôles peuvent être largement harmonisées sans nuire à leur finalité, à leur bonne exècution et à leur efficacité,

CONVAINCUES que l'harmonisation des cortuôles aux frontières constitue un des moyens importants d'atteindre ces objectifs,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

CHAPITRE PREMIER
Dispositions Generales

Article premier
Définitions

Aux fins de la présente convention, on entend :

a) par «douane», les services administratifs responsables de l'application de la législation douanière et de la perception des droits et taxes à l'importation et à l'exportation et qui sont également chargés de l'application d'autres lois et règlements relatifs, entre autres, à l'importation, au transit et à l'exportation de marchandises;

b) par «contrôle de la douane», l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer;

c) par «inspection médico-sanitaire», une inspection opérée pour la protection de la vie et de la santé des Personnes, à l'exclusion de l'inspection vétérinaire;

d) par «inspection vétérinaire», l'inspection sanitaire opérée sur les animaux et les produits d'origine animale en vue de protéger la vie et la santé des personnes et des animaux, ainsi que celle opérée sur les objets ou marchandises pouvant servir de vecteurs de maladies des animaux;

e) par «inspection phytosanitaire», l'inspection destinée à empêcher la propagation et l'introduction, audelà des frontières nationales, d'ennemis des végétaux et produits végétaux;

f) par «contrôle de conformité aux normes techniques», le contrôle ayant pour but de vérifier que les marchandises satisfont aux normes internationales ou nationales minimales prévues par la législation et la réglementation y afférentes;

g) par «contrôle de la qualité», tout contrôle, autre que ceux mentionnés ci-avant visant à vérifier que les marchandises correspondent aux définitions minimales de qualité, internationales ou nationales, prévues par la législation et la réglementation y afférentes;

h) par «service de contrôle», tout service chargé d'appliquer tout ou partie des contrôles ci-avant définis ou tous autres contrôles normalement appliqués à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises.

Article 2
Objectif.

Afin de faciliter la circulation internationale des marchandises, la présente convention vise à réduire des exigences d'accomplissement des formalités ainsi que le nombre et la durée des contrôles par, notamment, la coordination nationale et internationale des procédures de contrôle et de leurs modalités d'application.

Article 3
Champ d' application.

1. La présente convention s'applique à tous les mouvements de marchandises, importées, exportées ou en transit, qui traversent une ou plusieurs frontières maritimes, aériennes ou terrestres.

2. La présente convention s'applique à tous les services de contrôle des parties contractantes.

CHAPITRE II
HARMONISATION DES PROCEDURES

Article 4
Coordination des contrôles

Les parties contractantes s'engagent, dans la masure du possible, à organiser de façon harmonisée l'intervention des services douaniers et des autres services de contrôle.

Article 5
Moyens des services.

Pour assurer le bon fonctionnement des services de contrôle, les parties contractantes veilleront à ce que, dans la mesure du possible, et dans le cadre de la législation nationale, soient mis à leur disposition :

a) un personnel qualifié, en nombre suffisant, compte tenu des exigences du trafic;

b) des matériels et des installations appropriés au contrôle, compte tenu des modes de transport, des marchandises à contrôler et des exigences du trafic

c) des instructions officielles destinées aux agents de ces services pour qu'ils agissent conformément aux accords et arrangements internationaux et aux dispositions nationales en vigueur.

Article 6
Coopération internationale.

Les parties contractantes s'engagent à coopérer entre elles et, en tant que de besoin, à rechercher la coopération des organismes internationaux compétents, pour atteindre les buts fixés par la présente convention et, en outre, a rechercher, le cas échéant, la conclusion de nouveaux accords ou arrangements multilatéraux ou bilatéraux.

Article 7
Coopération entre pays voisins

Dans le cas de francissement d'une frontière commune, les parties contractantes intéressées prendront, chaque fois que cela est possible, les mesures appropriées pour faciliter le passage des marchandises et, notamment :

a) elles s'efforceront d'organiser le contrôle juxtaposé des marchandises et des documents, par la mise en place d'installations communes;

b) elles s'efforceront d'assurer la correspondance:
- des heures d'ouverture des postes frontières,
- des services de contrôle qui y exercent leur activité,
- des catégories de marchandises, des modes de transport et des régimes internationaux de transit douanier qui peuvent y être acceptés ou utilisés.

Article 8
Echange d' informations.

Les parties contractantes se communiqueront mu-

tuellement, sur demande, les informations nécessaires à l'application de la présente convention, conformément aux conditions énoncées dans les annexes.

Article 9
Documents.

1. Les parties contractantes s'efforceront de promouvoir, entre elles et avec les organismes internationaux compétents, l'utilisation de documents alignés sur la formule cadre de l'Organisation des Nations unies.

2. Les parties contractantes accepteront les documents établis par tous propédés techniques appropriés, pourvu que les réglementations officielles relatives à leur libellé, à leur authenticité et à leur certification aient été respectées et qu'ils soient lisibles et compréhensibles.

3. Les parties contractantes veilleront à ce que les documents necessaires soient établis et authentifiés en stricte conformité avec la législation y afférente.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU TRANSIT

Article 10
Marchandises en transit.

1. Les parties contractantes accorderont, dans la mesure du possible, un traitement simple et rapide aux marchandises en transit, et en particulier à celles qui circulent sous le couvert d'un régime international de transit douanier, en se limitant dans leurs inspections aux cas dans lesquels les circonstances ou les risques réels les justifient. En outre, elles tiendront compte de la situation des pays sans littoral. Elles s'efforceront de prévoir une extension des heures de dédouanement et de la compétence des postes de douane existants, pour le dédouanement des marchandises qui circulent sous le couvert d'un régime international de transit douanier.

2. Elles s'efforceront de faciliter au maximum le transit des marchandises transportées dans conteneurs ou autres unités de charge présentant une sécurité suffisante.

CHAPITRE IV

DISPOSITION DI VERSES

Article 11

Ordre public.

1. Aucune disposition de la présente convention ne fait obstacle à l'application des interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, imposées pour des raisons d'ordre public, et notamment de sécurité publique, de moralité publique, de santé publique, ou de protection de l'environnement, du patrimoine culturel ou de la propriété industrielle, commerciale et intellectuelle.

2. Néanmoins, toutes les fois que ce sera possible, et sans préjudice de l'efficacité des contrôles, les parties contractantes s'efforceront d'appliquer aux contrôles liés à l'application des mesures mentionnées au paragraphe 1 ci-avant, les dispositions de la présente convention, notamment celles qui font l'objet des articles 6 à 9.

Article 12

Mesures d'urgence.

1. Les mesures d'urgence que les parties contractantes peuvent être amenées à prendre en raison de circonstances particulières doivent être proportionnées aux causes qui les motivent et être suspendues ou abrogées lorsque ces motifs disparaissent.

2. Chaque fois que cela sera possible sans nuire à l'efficacité des mesures, les parties contractantes publieront les dispositions relatives à de telles mesures.

Article 13.
Annexes.

1. Les annexes de la présente convention font partie intégrante de ladite convention.

2. De nouvelles annexes relatives à d'autres secteurs de contrôle peuvent être ajoutées à la présente convention, conformément à la procédure énoncée aux articles 22 ou 24 ci-après.

Article 14
Relations avec d'autres traités.

Sans préjudice des dispositions de l'article 6, la présente convention ne porte pas atteinte aux droits et aux obligations résultant de traités que les parties contractantes à la présente convention avaient conclus avant de devenir parties contractantes à celle-ci.

Article 15

La présente convention ne fait pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que deux ou plusieurs parties contractantes voudraient s'accorder entre elles, ni au droit pour les organisations d'intégration énconomique régionale visées à l'article 16 qui sont parties contractantes d'appliquer leur propre législation aux contrôles exercés à leurs frontières intérieures, à condition de ne diminuer en aucun cas les facilités découlant de la présente convention.

Article 16

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion.

1. La présente convention, déposée auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, est ouverte à la participation de tous les Etats et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains et ayant compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux dans les matières couvertes par la présente convention.

2. Les organisations d'intégration économique régionale visées au paragraphe 1 pourront, pour les questions qui relèvent de leur compétence, exercer en leur nom propre les droits et s'acquitter des responsabilités que la présente convention confère par ailleurs à leurs Etats membres qui sont parties contractantes à la présente convention. En pareil cas, les Etats membres de ces organisations ne seront pas habilités à exercer individuellement des droits, y compris le droit de vote.

3. Les Etats et les organisations d'intégration économique régionale précitées peuvent devenir parties contractantes à la présente convention :

a) en déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après l'avoir signée; ou

b) en déposant un instrument d'adhésion.

4. La présente convention sera ouverte du 1er avril 1983 jusqu'au 31 mars 1984 inclus, à l'office des Nations unies à Genève, à la signature de tous les Etats et des organisations d'intégration économique régionale visées au paragraphe 1.

5. A partir du 1er avril 1983, elle sera aussi ouverte à leur adhésion.

6. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhesion seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Article 17
Entrée en vigueur

1. La présente convention entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle cinq Etats auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d' approbation ou d'adhésion.

2. Après que cinq Etats auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente convention entrera en vigueur, pour toutes les nouvelles parties contractantes, trois mois après la date du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente convention sera considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente convention.

4. Tout instrument de cette nature déposé après l'acceptation d'un amendement, conformément à la procédure de l'article 22, mais avant son entrée en vigueur, sera considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente convention à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement.

Article 18
Dénonciation.

1. Toute partie contractante pourra dénoncer la présente convention par notification adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle le secrétaire général en aura reçu notification.

Article 19
Extinction.

Si, après l'entrée en vigueur de la présente convention, le nombre des Etats qui sont parties contractantes se trouve ramené à moins de cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs, la présente convention cessera de produire ses effets à partir de la fin de ladite période de douze mois.

Article 20
Règlement des différends.

1. Tout différend entre deux ou plusieurs parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente convention sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les parties en litige ou d'une autre manière.

2. Tout différend entre deux ou plusieurs parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut être réglé de la manière prévue au paragraphe 1 du présent article sera soumis, à la requête de l'une d'entre elles, à un tribunal arbitral composé de la façon suivante : chacune des parties au différend nommera un arbitre, et ces arbitres désigneront un autre arbitre qui sera président. Si, trois mois après avoir reçu une requête, l'une des parties n'a pas désigné d'arbitre, ou si les arbitres n'ont pu choisir un président, l'une quelconque de ces parties pourra demander au secrétaire général de l'organisation des Nations unies de procéder à la nomination de l'arbitre ou du président du tribunal arbitral.

3. La décision du tribunal arbitral constitué conformément aux dispositions du paragraphe 2 sera définitive et aura force obligatoire pour les parties au différend.

4. Le tribunal arbitral arrêtera son propre règlement intérieur.

5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité et sur la base des traités existant entre les parties au différend et des règles générales de droit international.

6. Toute controverse qui pourrait surgir entre les parties au différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence arbitrale pourra être portée par l'une des parties devant le tribunal arbitral qui a rendu la sentence pour être jugée par lui.

7. Chaque partie au différend supporte les frais de son propre arbitre et de ses représentants au sein de la procédure arbitrale; les frais relatifs à la présidence et les autres frais sont supportés par parts égales par les parties au différend.

Article 21
Réserves.

1. Toute partie contractante pourra, au moment où elle signera, ratifiera, acceptera ou approuvera la présente convention ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par les paragraphes 2 à 7 de l' article 20 de la présente convention. Les autres parties contractantes ne seront pas liées par ces paragraphes envers toute partie contractante qui aura formulé une telle réserve.

2. Toute partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment retirer cette réserve par une notification adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

3. A l'exception des réserves prévues au paragraphe 1 du présent article, aucune réserve à la présente convention ne sera admise.

Article 22
Procédure d'amendement de la présente convention.

1. La présente convention, y compris ses annexes, pourra être modifiée sur proposition d'une partie contractante, suivant la procédure prévue dans le présent article.

2. Tout amendement proposé à la présente convention sera examiné par un comité de gestion composé de toutes les parties contractantes, conformément au règlement intérieur faisant l'objet de l'annexe 7. Tout amendement de cette nature examiné ou élaboré au cours de la réunion du comité de gestion et adopté par le comité sera communiqué par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies aux parties contractantes pour acceptation.

3. Tout amendement proposé communiqué en application des dispositions du paragraphe précédent entrera en vigueur pour toutes les parties contractantes trois mois après l'expiration d'une période de douze mois suivant la date à laquelle la communication a été faite si, pendant cette période, aucune objection à l'amendement proposé n'a été notifiée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies par un Etat qui est partie contractante ou par une organisation d'intégration économique régionale, elle-même partie contractante, qui agit alors dans les conditions définies au paragraphe 2 de l'article 16 de la présente convention.

4. Si une objection à l'amendement proposé a été notifiée conformément aux dispositions du paragraphe

3 du présent article, l'amendement sera réputé ne pas avoir été accepté et n'aura aucun effet.

Article 23
Demandes, communications et objections.

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies informera toutes les parties contractantes et tous les Etats de toute demande, communication ou objection faite en vertu de l'article 22 et de la date d'entrée en vigueur d'un amendement.

Article 24
Conférence de révision.

Après que la présente convention aura été en vigueur pendant cinq ans, toute partie contractante pourra, par notification adressée au secrétaire général de l' Organisation des Nations unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser la présente convention, en indiquant les propositions à examiner à cette conférence. En pareil cas :

i) le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies notifiera cette demande à toutes les parties contractantes, et les invitéra à présenter, dans un délai de trois mois, les observations que ces propositions appellent de leur part, ainsi que les autres propositions qu'elles voudraient voir examiner par la conférence;

ii) le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies communiquera de même à toutes les parties contractantes le texte des autres propositions éventuelles et convoquera une conférence de révision si, dans un délai de six mois à dater de cette communication, le tiers au moins des parties contractantes lui notifient leur assentiment à cette convocation;

iii) toutefois, si le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies estime qu'une proposition de révision est assimilable à une proposition d'amendement au sens du paragraphe 1 de l'article 22, il pourra, avec l'accord de la partie contractante qui a fait la proposition, mettre en oeuvre la procédure d'amendement prévue par l'article 22 au lieu de la procédure de révision.

Article 25
Notifications.

Outre les notifications et communications prévues aux articles 23 et 24, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies notifiera à tous les Etats:

a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions au titre de l'article 16;

b) les dates d'entrée en vigueur de la présente convention, conformément à l'article 17;

c) les dénonciations au titre de l'article 18;

d) l'extinction de la présente convention au titre de l'article 19;

e) les réserves formulées au titre de l'article 21.

Article 26
Exemplaires certifiés conformes.

Après le 31 mars 1984, le secrétaire général de l' Organisation des Nations unies transmettra deux exemplaires certifiés conformes de la présente convention à chacune des parties contractantes et à tous les Etats qui ne sont pas parties contractantes.

Fait à Genève, le 21 Octobre 1982, en un seul original dont les textes anglais, espagnol, français et russe font également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

ANNEXE 1
HARMONISATION DES CONTROLES DOUANIERS ET DES AUTRES CONTROLES

Article premier
Principes.

1. Compte tenu de la présence de la douane à toutes les frontières, et du caractère général de son intervention, les autres contrôles sont, dans la mesure du possible, organisés de façon harmonisée avec les contrôles douaniers.

2. En application de ce principe, il est possible, le cas échéant, d'effectuer tout ou partie de ces contrôles ailleurs qu'à la frontière, pourvu que les procédures utilisées contribuent à faciliter la circulation internationale des marchandises.

Article 2

1. La douane sera tenue exactement informée des prescriptions légales ou réglementaires pouvant entraîner l'intervention de contrôles autres que douaniers.

2. Lorsque d'autres contrôles sont jugés nécessaires, la douane veillera à ce que les services intéressés en soient avisés, et elle coopérera avec eux.

Article 3
Organisation des contrôles.

1. Lorsque plusieurs contrôles doivent être effectués en un même lieu, les services compétents prendront toutes dispositions utiles pour les effectuer, si possible en une seule fois, avec le minimum de délai. Ils s'efforceront de coordonner leurs exigences en matière de documents et d'informations.

2. En particulier, les services compétents prendront toutes dispositions utiles pour que le personnel et les installations nécessaires soient disponibles au lieu où s'effectuent les contrôles.

3. La douane pourra, par délégation expresse des services compétents, effectuer pour leur compte tout ou partie des contrôles dont ces services ont la charge. En ce cas, ces services veilleront à fournir à la douane les moyens nécessaires.

Article 4
Résultat des contrôles.

1. Pour tous les aspects visés par la présente convention, les services de contrôle et la douane échangeront toutes les informations utiles, dans les plus brefs délais possibles, en vue de garantir l'efficacité des contrôles.

2. Sur la base des résultats des contrôles effectués, le service compétent décidera du sort qu'il entend réserver aux marchandises, et il en informera, si nécessaire, les services compétents pour les autres contrôles. Sur la base de cette décision, la douane affectera aux marchandises le régime douanier approprié.

ANNEXE 2
INSPECTION MEDICO - SANITAIRE

Article premier
Principes.

L'inspection médico-sanitaire s'exerce, quel que soit le lieu où elle est effectuée, selon les principes définis par la présente convention, et en particulier son annexe 1.

Article 2
Informations.

Chaque partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée;

– les marchandises assujetties à une inspection médico-sanitaire,

– les lieux où les marchandises en cause peuvent être présentées à l'inspection.

– les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'inspection médico-sanitaire, ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 3
Organisation des contrôles.

1. Les services de contrôle veilleront à ce que les installations nécessaires soient disponibles aux points frontières ouverts à l'inspection médico-sanitaire.

2. L'inspection médico-sanitaire pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays s'il est démontré, en raison des justifications produites et des techniques de transport employées, que les marchandises ne peuvent s'altérer ni donner lieu à contamination pendant leur transport.

3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les parties contractantes s'efforceront de réduire, autant que possible, les contrôles matériels des marchandises périssables en cours de route.

4. Lorsque les marchandises doivent être stockées en l'attente des résultats de l'inspection médico-sanitaire, les services de contrôle compétents des parties contractantes feront le nécessaire pour que ce dépôt soit effectué dans des conditions permettant la conservation des marchandises et avec le minimum de formaités douanières.

Article 4
Marchandises en transit.

Dans le cadre des conventions en vigueur, les parties contractantes renonceront, autant que possible, à l' inspection médico-sanitaire des marchandises en cours de transit, pour autant qu'aucun risque de contamination ne soit à craindre.

Article 5
Coopération.

1. Les services d'inspection médico-sanitaire coopéreront avec les services homologues des autres parties contractantes afin d'accélérer le passage des marchandises périssables soumises à l'inspection médico-sanitaire, notamment par l'échange d'informations utiles.

2. Lorsqu'un envoi de marchandises périssables est intercepté lors de l'inspection médico-sanitaire, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

ANNEXE 3

INSPECTION VETERINAIRE

Article premier
Principes.

L'inspection vétérinaire s'exerce, quel que soit le lieu où elle est effectuée, selon les principes définis par la présente convention, et en particulier son annexe 1.

Article 2
Définitions.

L'inspection vétérinaire définie au point d) de l' article 1er de la présente convention s'étend également à l'inspection des moyens et des conditions de transport des animaux et des produits animaux. Elle peut comprendre également les inspections portant sur la qualité, les normes et les réglementations diverses, comme celles visant la conservation des espèces menacées d'extinction qui, pour des raisons d'efficacité, sont souvent associées à l'inspection vétérinaire.

Article 3
Informations.

Chaque partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée :

– les marchandises assujetties à une inspection vétérinaire,

– les lieux où les marchandises peuvent être présentées à l'inspection,

– les maladies dont la déclaration est obligatoire,

– les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'inspection vétérinaire, ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 4
Organisation des contrôles.

1. Les parties contractantes s'efforceront :

– d'établir, en tant que de besoin et où cela est possible, des installations appropriées pour l'inspection vétérinaire, correspondant aux exigences du trafic,

– de faciliter la circulation des marchandises, notamment par la coordination des horaires de travail des services vétérinaires et des services douaniers, et l' acceptation de l'exécution des formalités en dehors des horaires normaux, lorsque l'arrivée des marchandises a été annoncée au préalable.

2. L'inspection des produits animaux pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays, pour autant que, en raison des justifications produites et des moyens de transport utilisés, les produits ne puissent s'altérer ni donner lieu à contamination pendant leur transport.

3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les parties contractantes s'efforceront de réduire, autant que possible, les contrôles matériels des marchandises périssables en cours de route.

4. Lorsque les marchandises doivent être stockées en l'attente des résultats de l'inspection vétérinaire, les services de contrôle compétents des parties contractantes feront le nécessaire pour que ce dépôt soit effectué avec le minimum de formalités douanières, dans des conditions permettant la sécurité de quarantaine et la conservation des marchandises.

Article 5
Marchandises en transit.

Dans le cadre des conventions en vigueur, les parties contractantes renonceront, autant que possible, à l'inspection vétérinaire des produits animaux en cours de transit, pour autant qu'aucun risque de contamination ne soit à craindre.

Article 6
Coopération.

1. Les services d'inspection vétérinaire coopéreront avec les services homologues des autres parties contractantes afin d'accélérer le passage des marchandises soumises à l'inspection vétérinaire, notamment par l'échange d'informations utiles.

2. Lorsqu'un envoi de marchandises périssables ou d'animaux sur pied est intercepté lors de l'inspection vétérinaire, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs

de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

ANNEXE 4
INSPECTION PHYTOSANITAIRE

Article premier
Principes

L'inspection phytosanitaire s'exerce, quel que soit le lieu où elle est effectuée, selon les principes définis par la présente convention, et en particulier son annexe 1

Article 2
Définitions.

L'inspection phytosanitaire définie au point e) de l'article 1er de la présente convention s'étend également à l'inspection des moyens et des conditions de transport des végétaux et des produits végétaux. Elle peut comprendre également la mesure visant la conservation des espèces végétales menacées d'extinction.

Article 3
Informations.

Chaque partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points si-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée:

– les marchandises assujetties à des conditions phytosanitaires spéciales,

– les lieux où certains végétaux et produits végétaux peuvent être présentés à l'inspection,

– la liste des ennemis des végétaux et produits végétaux pour lesquels des interdictions ou des restrictions sont en vigueur,

– les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'inspection phytosanitaire, ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 4
Organisation des contrôles.

1. Les parties contractantes s'efforceront:

– d'établir, en tant que de besoin et où cela est possible, des installations appropriées pour l'inspection phytosanitaire, le stockage, la désinsectisation et la désinfection, correspondant aux exigences du trafic,

– de faciliter la circulation des marchandises, notamment par la coordination des horaires de travail des services phytosanitaires et des services douaniers, et l'acceptation de l'exécution, en dehors des horaires normaux, des formalités pour les marchandises périssables, lorsque l'arrivée de celles-ci a été annoncée au préalable.

2. L'inspection phytosanitaire des végétaux et des produits végétaux pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays, pour autant que, en raison des justifications produites et des moyens de transport utilisés, les marchandises ne puissent donner lieu à infestation pendant leur transport.

3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les parties contractantes s'efforceront de réduire, autant que possible, les contrôles matériels des végétaux et produits végétaux périssables en cours de route.

4. Lorsque les marchandises doivent être stockées en l'attente des résultats de l'inspection phytosanitaire, les services de contrôle compétents des parties contractantes feront le nécessaire pour que ce dépôt soit effectué avec le minimum de formalités douanières, dans des conditions permettant la sécurité de quarantaine et la conservation des marchandises.

Article 5
Marchandises en transit.

Dans le cadre des conventions en vigueur, les parties contractantes renonceront, autant que possible, à l'inspection phytosanitaire des marchandises en cours de transit, sauf si cette mesure est nécessaire pour la protection de leurs propres végétaux.

Article 6
Coopération.

1. Les services phytosanitaires coopéreront avec les services homologues des autres parties contractantes afin d'accélérer le passage des végétaux et des produits végétaux soumis à l'inspection phytosanitaire, notamment par l'échange d'informations utiles.

2. Lorsqu'un envoi de végétaux ou de produits végétaux est intercepté lors de l'inspection phytosanitaire, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

ANNEXE 5
CONTROLE DE LA CONFORMITE AUX NORMES TECHNIQUES

Article premier.
Principes.

Le contrôle de la conformité aux normes techniques relatives aux marchandises visées par la présente convention s'applique, quel que soit le lieu où il est exercé, selon les principes définis par la présente convention, et en particulier son annexe 1.

Article 2
Informations.

Chaque partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée:

– les normes qu'elle applique,

– les lieux où les marchandises peuvent être présentées à l'inspection,

– les prescriptions légales et réglementaires relatives au contrôle de la conformité aux normes techniques, ainsi que leurs procédures d'application générale,

Article 3
Harmonisation des normes.

En l'absence de normes internationales, les parties contractantes appliquant des normes nationales s'efforceront de les harmoniser par voie d'accords internationaux.

Article 4
Organisation des contrôles.

1. Les parties contractantes s'efforceront:

– d'établir, en tant que de besoin et où cela est possible, des postes de contrôle de conformité aux normes techniques correspondant aux exigences du trafic,

– de faciliter la circulation des marchandises, notamment par la coordination des horaires de travail du service chargé du contrôle de conformité aux normes techniques et des services douaniers, et l'acceptation de l'exécution, en dehors des horaires normaux, des formalités pour les marchandises périssables, lorsque l'arrivée de celles-ci a été annoncée au préalable.

2. Le contrôle de conformité aux normes techniques pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays, pour autant que, en raison des justifications

produites et des moyens de transport utilisés, les marchandises, et tout particulièrement les produits périssables, ne puissent s'altérer pendant leur transport.

3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les parties contractantes s'efforceront de réduire, autant que possible, les contrôles matériels, en cours de route, des marchandises périssables soumises au contrôle de conformité aux normes techniques.

4. Les parties contractantes organiseront le contrôle de conformité aux normes techniques en harmonisant, chaque fois que cela est possible, les procédures respectives du service responsable de ces contrôles et, le cas échéant, des services compétents pour les autres contrôles et inspections.

5. Dans le cas de marchandises périssables retenues en l'attente des résultats du contrôle de conformité aux normes techniques, les services de contrôle compétents des parties contractantes veilleront à ce que l'entreposage des marchandises ou le stationnement des engins de transport soit effectué avec le minimum de formalités douanières, dans des conditions permettant la conservation des marchandises.

Article 5
Narchandises en transit.

Le contrôle de conformité aux normes techniques ne s'applique normalement pas aux marchandises en transit direct.

Article 6
Coopération.

1. Les services responsables du contrôle de conformité aux normes techniques coopéreront avec les services homologues des autres parties contractantes afin d' accélérer la passage des marchanidises périssables soumises au contrôle de conformité aux normes techniques, notamment par l'échange d'informations utiles.

2. Lorsq'un envoi de marchandises pésissables est intercepté lors du contrôle de conformité aux normes techniques, le service responsable s'efforcera d-en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

ANNEXE 6
CONTROLE DE LA QUALITE

Article premier
Principes.

Le contrôle de la qualité relatif aux marchandises visées par la présente convention s'applique, quel que soit le lieu où il est exercé, selon les principes définis par la présente convention, et en particulier son annexe 1.

Article 2
Informations.

Chaque partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée:

– les lieux où les marchandises peuvent être présentées à l'inspection,

– les prescriptions légales et réglementaires relatives au contrôle de la qualité, ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 3
Organisation des contrôles.

1. Les parties contractantes s'efforceront :

– d'établir, en tant que de besoin et où cela est possible, des postes de contrôle de la qualité, correspondant aux exigences du trafic,

– de faciliter la circulation des marchandises, notamment par la coordination des horaires de travail du service chargé du contrôle de la qualité et des services douaniers, et l'acceptation de l'exécution, en dehors des horaires normaux, des formalités pour les marchandises périssables, lorsque l'arrivée de celles-ci a été annoncée au préalable.

2. Le Contrôle de la qualité pourra aussi s'effectuer en des points situés â l'intérieur du pays, pourvu que les procédures utilisées contribuent à faciliter la circulation internationale des marchandises.

3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les parties contractantes s'efforceront de réduire, autant que possible, les contrôles matériels, en cours de route, des marchandises périssables soumises au contrôle de la qualité.

4. Les parties contractantes organiseront le contrôle de la qualité en harmonisant, chaque fois que cela est possible, les procédures respectives du service responsable de ces contrôles et, le cas échéant, des services compétents pour les autres contrôles et inspections.

Article 4
Marchandises en transit.

Les contrôles de qualité ne s'appliquent normalement pas aux marchandises en transit direct.

Article 5
Coopération.

1. Les services de contrôle de la qualité coopéreront avec les services homologues des autres parties contractantes afin d'accélérer le passage des marchandises périssables soumises au contrôle de la qualité, notamment par l'échange d'informations utiles.

2. Lorsqu'un envoi de marchandises périssables est intercepté lors du contrôle de la qualité, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises,

ANNEXE 7
REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DE GESTION VISE A L'ARTICLE 22 DE LA PRESENTE CONVENTION

Article premier
Membres.

Les membres du comité de gestion sont les parties contractantes â la présente convention.

Article 2
Observateurs.

1. La comité de gestion peut décider d'inviter les administrations compétentes des Etats qui ne sont pas des parties contractantes, ou des représentants d'organisations internationales qui ne sont pas parties contractantes, pour les questions qui les intésressent, â assister â ses sessions en qualité d'observateurs.

2. Toutefois, sans préjudice de l'article 1er, les organisations internationales visées au paragraphe 1, compétentes en ce qui concerne les matières traitées par les annexes â la présente convention, participent de droit aux travaux du comité de gestion en tant qu' observateurs.

Article 3
Secrétariat.

Le secrétariat du comité est fourni par le secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Europe.

Article 4

Convocations.

Le secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Europe convoque le comité :

i) deux ans après l'entrée en vigueur de la convention;

ii) par la suite, à une date fixée par le comité, mais au moins tous les cinq ans;

iii) à la demande des administrations compétentes d'au moins cinq Etats qui sont parties contractantes.

Article 5

Bureau.

Le comité élit un président et un vice-président à l'occasion de chacune de ses sessions.

Article 6

Quorum.

Un quorum d'au moins le tiers des Etats qui sont parties contractantes est nécessaire pour rendre des décisions.

Article 7

Décisions.

i) Les propositions sont mises aux voix.

ii) Chaque Etat qui est partie contractante, représenté à la session, dispose d'une voix.

iii) En cas d'application du paragraphe 2 de l'article 16 de la convention, les organisations d'intégration économique régionale parties à la convention ne disposent, en cas de vote, que d'un nombre de voix égal au total des voix attribuables à leurs Etats membres également parties à la convention. Dans ce dernier cas, ces Etats membres n'exercent pas leur droit de vote.

iv) Sous réserve des dispositions de l'alinéa v) ci-après, les propositions sont adoptées à la majorité simple des membres présents et votants, selon les conditions définies aux points ii) et iii) ci-avant.

v) Les amendements à la présente convention sont adoptés à la mahjorité des deux tiers des membres présents et votants, selon les conditions définies aux points ii) et iii) ci-avant.

Article 8

Rapport.

Le comité adopte son rapport avant la clôture de sa session.

Article 9

Dispositions complémentaires.

En l'absence de dispositions pertinentes dans la présente annexe, le règlement intérieur de la commission économique pour l'Europe est applicable, sauf si le comité en décide autrement.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΝΑΡΜΟΝΙΣΗ ΤΩΝ ΕΛΕΓΧΩΝ ΤΩΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ ΣΤΑ ΣΥΝΟΡΑ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ,

ΕΠΙΘΥΜΟΥΝΤΑ να βελτιώσουν τη διεθνή κυκλοφορία των εμπορευμάτων,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ την ανάγκη διευκόλυνσης της διέλευσης των εμπορευμάτων στα σύνορα,

ΔΙΑΠΙΣΤΩΝΟΝΤΑΣ ότι μέτρα ελέγχου εφαρμόζονται στα σύνορα από διαφορετικές υπηρεσίες ελέγχου,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι οι όροι άσκησης των ελέγχων αυτών μπορούν να εναρμονιστούν σε μεγάλο βαθμό χωρίς να βλάφθεί η σκοπιμότητά τους, η καλή τους εκτέλεση και η αποτελεσματικότητά τους,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ ότι η εναρμόνιση των ελέγχων στα σύνορα αποτελεί ένα από τα σημαντικά μέσα για την επίτευξη των στόχων αυτών,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ τα ακόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι.

Γενικές Διατάξεις.

Άρθρο 1.

Ορισμοί.

Για τους σκοπούς της παρούσας σύμβασης νοούνται :

α) Με τον όρο «τελωνείο», οι διοικητικές υπηρεσίες που είναι υπεύθυνες για την εφαρμογή της τελωνειακής νομοθεσίας και για την είσπραξη των δασμών και των φόρων κατά την εισαγωγή και κατά την εξαγωγή και οι οποίες είναι επίσης επιφορτισμένες με την εφαρμογή άλλων νόμων και κανονισμών, σχετικών, μεταξύ άλλων, με την εισαγωγή, τη διαμετακόμιση και την εξαγωγή εμπορευμάτων.

β) Με τον όρο «τελωνειακός έλεγχος», το σύνολο των μέτρων που λαμβάνονται με σκοπό τη διασφάλιση της τήρησης των νόμων και κανονισμών που το τελωνείο είναι επιφορτισμένο να εφαρμόζει.

γ) Με τον όρο «ιατροϋγειονομικός έλεγχος», ο έλεγχος που ασκείται για την προστασία της ζωής και της υγείας των προσώπων, εξαιρέσει του κτηνιατρικού ελέγχου.

δ) Με τον όρο «κτηνιατρικός έλεγχος», ο υγειονομικός έλεγχος που διενεργείται στα ζώα και τα προϊόντα ζωικής προέλευσης με σκοπό την προστασία της ζωής και της υγείας προσώπων και ζώων, καθώς και ο έλεγχος που ασκείται πάνω σε αντικείμενα ή εμπορεύματα που μπορεί να αποτελέσουν φορείς ασθενειών των ζώων.

ε) Με τον όρο «φυτοϋγειονομικός έλεγχος», ο έλεγχος που αποβλέπει στην παρεμπόδιση μετάδοσης και μεταφοράς εντός των εθνικών συνόρων ασθενειών των φυτών και των φυτικών προϊόντων.

στ) Με τον όρο «έλεγχος συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές», ο έλεγχος που έχει σαν σκοπό την επαλήθευση ότι τα εμπορεύματα ανταποκρίνονται στα ελάχιστα όρια των διεθνών ή εθνικών προδιαγραφών που προβλέπονται από τις σχετικές νομοθεσίες και ρυθμίσεις.

ζ) Με τον όρο «έλεγχος ποιότητας», κάθε έλεγχος, εκτός από τους αναφερομένους ανωτέρω, που αποβλέπει στην επαλήθευση ότι τα εμπορεύματα ανταποκρίνονται στα ελάχιστα όρια διεθνών ή εθνικών ορισμών περί ποιότητας, που προβλέπονται από τις σχετικές νομοθεσίες και ρυθμίσεις.

η) Με τον όρο «υπηρεσία ελέγχου», κάθε υπηρεσία που είναι επιφορτισμένη με την εφαρμογή όλων ή μέρους των ανωτέρω οριζόμενων ελέγχων ή οποιωνδήποτε άλλων ελέγχων που διενεργούνται συνήθως κατά την εισαγωγή ή εξαγωγή ή διαμετακόμιση εμπορευμάτων.

Άρθρο 2.
Σκοπός.

Προκειμένου να διευκολυνθεί η διεθνής κυκλοφορία των εμπορευμάτων, η παρούσα σύμβαση αποβλέπει στον περιορισμό των απαιτήσεων τήρησης διατυπώσεων, καθώς και του αριθμού και της διάρκειας των ελέγχων δια μέσου ιδίως του συντονισμού, σε εθνικό και σε διεθνές επίπεδο, των διαδικασιών ελέγχου και των τρόπων εφαρμογής τους.

Άρθρο 3.
Πεδίο Εφαρμογής.

1. Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται σε κάθε διακίνηση εισαγόμενων, εξαγόμενων ή διαμετακομιζόμενων εμπορευμάτων, που διασχίζουν ένα ή περισσότερα θαλάσσια, εναέρια ή χερσαία σύνορα.

2. Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται σε όλες τις υπηρεσίες ελέγχου των συμβαλλόμενων μερών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II.
Εναρμόνιση Διαδικασιών.

Άρθρο 4.
Συντονισμός ελέγχων.

Τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να οργανώσουν, στο μέτρο του δυνατού, κατά εναρμονισμένο τρόπο, την επέμβαση των τελωνειακών υπηρεσιών και των άλλων υπηρεσιών ελέγχου.

Άρθρο 5.
Μέσα διατιθέμενα στις υπηρεσίες.

Προκειμένου να εξασφαλιστεί η καλή λειτουργία των υπηρεσιών ελέγχου τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν μέριμνα ώστε, στο μέτρο του δυνατού και στα πλαίσια της εθνικής νομοθεσίας, να τίθενται στη διάθεση των υπηρεσιών ελέγχου :

α) κατάλληλο και επαρκές σε αριθμό προσωπικό, λαμβάνοντας υπόψη τις απαιτήσεις της διακίνησης·

β) κατάλληλο υλικό και εγκαταστάσεις ελέγχου, λαμβάνοντας υπόψη τους τρόπους μεταφοράς, τα ελεγχόμενα εμπορεύματα και τις απαιτήσεις της διακίνησης·

γ) επίσημες οδηγίες απευθυνόμενες στους υπαλλήλους των υπηρεσιών αυτών, προκειμένου να δρουν σύμφωνα με τις διεθνείς συμφωνίες και ρυθμίσεις και τις ισχύουσες εθνικές διατάξεις.

Άρθρο 6.
Διεθνής συνεργασία.

Τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να συνεργάζονται μεταξύ τους και, εφόσον παρίσταται ανάγκη, να επιζητούν τη συνεργασία των αρμόδιων διεθνών οργάνων, προς επίτευξη των στόχων που καθορίζονται στην παρούσα σύμβαση και επιπρόσθετα επιδιώκουν, εφόσον παρίσταται ανάγκη, τη σύναψη νέων πολυμερών ή διμερών συμφωνιών και ρυθμίσεων.

Άρθρο 7.
Συνεργασία μεταξύ όμορων χωρών.

Στην περίπτωση διέλευσης κοινών συνόρων, τα ενδιαφερόμενα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν κάθε φορά που αυτό είναι δυνατό, τα πρόσφορα μέτρα για τη διευκόλυνση της διέλευσης εμπορευμάτων και ιδίως :

α) καταβάλλουν προσπάθειες για την οργάνωση παράλληλου ελέγχου των εμπορευμάτων και των εγγράφων, με τη συγκρότηση κοινών εγκαταστάσεων·

β) προσπαθούν να εξασφαλίζουν ανταπόκριση :

– των ωρών εργασίας των μεθοριακών σταθμών,

– των υπηρεσιών ελέγχου που ασκούν τη δραστηριότητά τους στους σταθμούς αυτούς,

– των κατηγοριών εμπορευμάτων, των τρόπων μεταφοράς και των διεθνών καθεστώτων τελωνειακής διαμετακόμισης που μπορούν να γίνονται αποδεκτά ή να χρησιμοποιούνται στους σταθμούς αυτούς.

Άρθρο 8.
Ανταλλαγή πληροφοριών.

Τα συμβαλλόμενα μέρη γνωστοποιούν αμοιβαίως, μετά από αίτηση, τις απαραίτητες πληροφορίες για την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται στα παραρτήματα.

Άρθρο 9.
Έγγραφα.

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν να προάγουν, μεταξύ τους και με τα αρμόδια διεθνή όργανα, τη χρησιμοποίηση εγγράφων ευθυγραμμισμένων με το έντυπο-υπόδειγμα των Ηνωμένων Εθνών.

2. Τα συμβαλλόμενα μέρη αποδέχονται έγγραφα συνταγμένα με οποιαδήποτε κατάλληλη τεχνική μέθοδο, εφόσον τηρούνται οι επίσημες ρυθμίσεις ως προς το περιεχόμενο, την αυθεντικότητα και τη θεώρηση των εγγράφων αυτών και εφόσον αυτά είναι ευανάγνωστα και κατανοητά.

3. Τα συμβαλλόμενα μέρη μεριμνούν ώστε τα απαραίτητα έγγραφα να συντάσσονται και να επισημοποιούνται με αυστηρή εφαρμογή της σχετικής με αυτά νομοθεσίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III.
Διατάξεις σχετικές με τη Διαμετακόμιση.

Άρθρο 10.
Διαμετακομιζόμενα εμπορεύματα.

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη παρέχουν, στο μέτρο του δυνατού, μεταχείριση απλή και γρήγορη στα διαμετακομιζόμενα εμπορεύματα και ιδιαίτερα σ' εκείνα που διακινούνται υπό διεθνές καθεστώς τελωνειακής διαμετακόμισης, περιορίζοντας τους ελέγχους τους στις περιπτώσεις εκείνες που οι επικρατούσες συνθήκες ή οι πραγματικοί κίνδυνοι τους δικαιολογούν. Επίσης, λαμβάνουν υπόψη την κατάσταση των χωρών που δεν διαθέτουν ακτές. Προσπαθούν να προβλέπουν παράταση των ωρών τελωνισμών και διεύρυνση της αρμοδιότητας των υπαρχόντων τελωνειακών σταθμών για τον εκτελωνισμό εμπορευμάτων που διακινούνται υπό την κάλυψη διεθνούς καθεστώτος τελωνειακής διαμετακόμισης.

2. Προσπαθούν να διευκολύνουν, στο μεγαλύτερο βαθμό, τη διαμετακόμιση εμπορευμάτων που μεταφέρονται σε εμπορευματοκιβώτια ή άλλες μορφές φορτίου που παρέχουν ικανοποιητική ασφάλεια.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV.
Διάφορες Διατάξεις.

Άρθρο 11.
Δημόσια τάξη.

1. Οι διατάξεις της παρούσας σύμβασης δεν αποτελούν εμπόδιο στην εφαρμογή απαγορεύσεων ή περιορισμών εισαγωγής, εξαγωγής ή διαμετακόμισης που επιβάλλονται για λόγους δημόσιας τάξης και ιδίως δημόσιας ασφάλειας, δημόσιας ηθικής και δημόσιας υγείας ή προστασίας του περιβάλλοντος, της πολιτιστικής κληρονομιάς ή της βιομηχανικής, εμπορικής και πνευματικής ιδιοκτησίας.

2. Εντούτοις, σε κάθε περίπτωση που αυτό είναι δυνατό και χωρίς να θίγεται η αποτελεσματικότητα των ελέγχων, τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν να εφαρμόζουν στους ελέγχους που έχουν σχέση με την εφαρμογή των μέτρων που αναφέρονται στην ανωτέρω παράγραφο 1 τις διατάξεις της παρούσας σύμβασης, ιδίως εκείνες που αποτελούν αντικείμενο των άρθρων 6 μέχρις 9.

Άρθρο 12.
Μέτρα εκτάκτου ανάγκης.

1. Τα μέτρα εκτάκτου ανάγκης, στη λήψη των οποίων

μπορούν να άγονται τα συμβαλλόμενα μέρη λόγω ιδιαζουσών συνθηκών, πρέπει να είναι ανάλογα με τους λόγους που τα υπαγορεύουν και να αναστέλλονται ή να καταργούνται όταν εκλείπουν οι λόγοι αυτοί.

2. Κάθε φορά που αυτό είναι δυνατό χωρίς να θίγεται η αποτελεσματικότητα των μέτρων, τα συμβαλλόμενα μέρη δημοσιεύουν τις σχετικές με τα μέτρα αυτά διατάξεις.

Άρθρο 13.
Παραρτήματα.

1. Τα παραρτήματα της παρούσας σύμβασης αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της εν λόγω σύμβασης.

2. Νεότερα παραρτήματα, σχετικά με άλλους τομείς ελέγχου, μπορεί να προστίθενται στην παρούσα σύμβαση, σύμφωνα με τη διαδικασία που καθορίζεται στα άρθρα 22 ή 24 κατωτέρω.

Άρθρο 14.
Σχέσεις με άλλες συνθήκες.

Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 6, η παρούσα σύμβαση δεν θίγει τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις που προκύπτουν από συνθήκες τις οποίες τα συμβαλλόμενα μέρη της παρούσας σύμβασης είχαν συνάψει πριν καταστούν συμβαλλόμενα μέρη στην παρούσα σύμβαση.

Άρθρο 15.

Η παρούσα σύμβαση δεν αποτελεί εμπόδιο για την εφαρμογή μεγαλύτερων διευκολύνσεων που δύο ή περισσότερα συμβαλλόμενα μέρη θα επιθυμούσαν να παράσχουν μεταξύ τους, ούτε στο δικαίωμα των οργανισμών περιφερειακής οικονομικής ενοποίησης που προβλέπονται στο άρθρο 16 και οι οποίοι αποτελούν συμβαλλόμενα μέρη, να εφαρμόζουν τη δική τους νομοθεσία σε ελέγχους που διενεργούνται στα εσωτερικά τους σύνορα, υπό τον όρο να μη μειώνουν σε καμιά περίπτωση τις διευκολύνσεις που προκύπτουν από την παρούσα σύμβαση.

Άρθρο 16.

Υπογραφή, επικύρωση, αποδοχή, έγκριση και προσχώρηση.

1. Η παρούσα σύμβαση, κατατιθεμένη στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, είναι ανοικτή για συμμετοχή όλων των κρατών και οργανισμών περιφερειακής οικονομικής ενοποίησης που συγκροτούνται από κυρίαρχα κράτη και έχουν αρμοδιότητα διαπραγμάτευσης, σύναψης και εφαρμογής διεθνών συμφωνιών στα θέματα που καλύπτονται από την παρούσα σύμβαση.

2. Οι οργανισμοί περιφερειακής οικονομικής ενοποίησης που αναφέρονται στην παράγραφο 1 μπορούν, στα θέματα που ανάγονται στην αρμοδιότητά τους, να ασκούν στο όνομά τους τα δικαιώματα και να εκπληρώνουν υποχρεώσεις που η παρούσα σύμβαση αναθέτει με άλλες διατάξεις στα κράτη μέλη τους, τα οποία είναι συμβαλλόμενα μέρη στην παρούσα σύμβαση.

Στην περίπτωση αυτή τα κράτη μέλη των οργανισμών αυτών δεν έχουν το δικαίωμα να ασκούν ξεχωριστά τα δικαιώματα αυτά, συμπεριλαμβανομένου και του δικαιώματος ψήφου.

3. Τα κράτη και οι προαναφερόμενοι οργανισμοί περιφερειακής οικονομικής ενοποίησης μπορούν να γίνονται συμβαλλόμενα μέρη στην παρούσα σύμβαση:

α) καταθέτοντας το έγγραφο επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης αφού το υπογράψουν ή

β) καταθέτοντας έγγραφο προσχώρησης.

4. Η παρούσα σύμβαση θα είναι ανοικτή από την 1η Απριλίου 1983 μέχρι και τις 31 Μαρτίου 1984 στο γραφείο των Ηνωμένων Εθνών, στη Γενεύη, για υπογραφή από όλα τα κράτη και τους οργανισμούς περιφερειακής οικονομικής ενοποίησης που προβλέπονται στην παράγραφο 1.

5. Από την 1η Απριλίου 1983 θα είναι, επίσης, ανοικτή για την προσχώρησή τους.

6. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης θα κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 17.
Έναρξη ισχύος.

1. Η παρούσα σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία πέντε κράτη θα έχουν καταθέσει τα έγγραφά τους επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

2. Αφότου πέντε κράτη θα έχουν καταθέσει τα έγγραφά τους επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, η παρούσα σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για όλα τα νεότερα συμβαλλόμενα μέρη τρεις μήνες από την ημερομηνία κατάθεσης των εγγράφων τους επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

3. Κάθε έγγραφο επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης που κατατίθεται μετά την έναρξη ισχύος μιας τροποποίησης της παρούσας σύμβασης θα θεωρείται ότι ισχύει για το τροποποιημένο κείμενο της παρούσας σύμβασης.

4. Οποιοδήποτε τέτοιο έγγραφο που κατατίθεται μετά την αποδοχή τροποποίησης, σύμφωνα με τη διαδικασία του άρθρου 22, αλλά πριν από την έναρξη ισχύος της, θα θεωρείται ότι ισχύει για το τροποποιημένο κείμενο της παρούσας σύμβασης κατά την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος της τροποποίησης.

Άρθρο 18.
Καταγγελία.

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα σύμβαση με σχετική γνωστοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

2. Η καταγγελία παράγει αποτελέσματα έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία έλαβε τη γνωστοποίηση ο Γενικός Γραμματέας.

Άρθρο 19.
Λήξη.

Αν μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας σύμβασης, ο αριθμός των κρατών που είναι συμβαλλόμενα μέρη παραμένει κάτω των πέντε σε μια οποιαδήποτε περίοδο δώδεκα συναπτών μηνών, η παρούσα σύμβαση θα παύσει να παράγει τα αποτελέσματά της από το τέλος της δωδεκάμηνης αυτής περιόδου.

Άρθρο 20.
Διευθέτηση διαφορών.

1. Κάθε διαφορά μεταξύ δύο ή περισσοτέρων συμβαλλόμενων μερών, που αναφέρεται στην ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης, διευθετείται, στο μέτρο του δυνατού, με διαπραγματεύσεις μεταξύ των διαφωνούντων μερών ή με άλλο τρόπο.

2. Κάθε διαφορά μεταξύ δύο ή περισσοτέρων συμβαλλόμενων μερών αναφορικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης που δεν μπορεί να διευθετηθεί με τον τρόπο που προβλέπεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, υποβάλλεται, κατόπιν αιτήσεως ενός από τα μέρη αυτά, σε διαιτητικό δικαστήριο, του οποίου η σύνθεση έχει ως εξής: καθένα από τα διάδικα μέρη ορίζει ένα διαιτητή και οι διαιτητές αυτοί καθορίζουν έναν άλλο διαιτητή που θα είναι πρόεδρος.

Αν μετά τρεις μήνες από τη λήψη της αίτησης, ένα από τα μέρη δεν ορίσει διαιτητή, ή οι διαιτητές δεν μπορέσουν να εκλέξουν πρόεδρο, οποιοδήποτε από τα μέρη αυτά μπορεί να ζητήσει από το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών να προβεί στο διορισμό του διαιτητή ή του προέδρου του διαιτητικού δικαστηρίου.

3. Η απόφαση του διαιτητικού δικαστηρίου που συγκροτείται σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2 είναι οριστική και έχει υποχρεωτική ισχύ για τα διάδικα μέρη.

4. Το διαιτητικό δικαστήριο θεσπίζει τον εσωτερικό του κανονισμό.

5. Το διαιτητικό δικαστήριο λαμβάνει τις αποφάσεις του κατά πλειοψηφία και με βάση τις υπάρχουσες μεταξύ των διαδίκων μερών συνθήκες και τους γενικούς κανόνες του διεθνούς δικαίου.

6. Κάθε αμφισβήτηση που προκύπτει μεταξύ των διαδίκων μερών στο θέμα της ερμηνείας ή της εκτέλεσης της διαιτητικής απόφασης μπορεί να φέρεται, από ένα από τα διάδικα μέρη, ενώπιον του διαιτητικού δικαστηρίου που εξέδωσε την απόφαση, για να κριθεί από αυτό.

7. Κάθε διάδικο μέρος επιβαρύνεται με τα έξοδα του διαιτητή που όρισε και των εκπροσώπων του στα πλαίσια της διαιτητικής διαδικασίας. Τα σχετικά με την προεδρία έξοδα και τα λοιπά έξοδα βαρύνουν κατ' ισομοιρία τα διάδικα μέρη.

'Αρθρο 21.
Επιφυλάξεις.

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος μπορεί κατά το χρόνο της υπογραφής, της επικύρωσης, της αποδοχής ή της έγκρισης της παρούσας σύμβασης ή της προσχώρησης σ' αυτή, να δηλώσει ότι δεν θεωρεί ότι δεσμεύεται από τις παραγράφους 2 μέχρι 7 του άρθρου 20 της παρούσας σύμβασης. Τα λοιπά συμβαλλόμενα μέρη δεν θα δεσμεύονται από τις παραγράφους αυτές έναντι οποιουδήποτε συμβαλλόμενου μέρους που διατύπωσε μια τέτοια επιφύλαξη.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που διατυπώνει επιφύλαξη σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου μπορεί οποτεδήποτε να αποσύρει την επιφύλαξη αυτή, με γνωστοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

3. Με εξαίρεση τις επιφυλάξεις που προβλέπονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, καμία επιφύλαξη στην παρούσα σύμβαση δεν γίνεται δεκτή.

'Αρθρο 22.
Διαδικασία τροποποίησης της παρούσας σύμβασης.

1. Η παρούσα σύμβαση, περιλαμβανομένων και των παραρτημάτων της, μπορεί να τροποποιείται μετά από πρόταση συμβαλλόμενου μέρους, σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο παρόν άρθρο.

2. Κάθε προτεινόμενη τροποποίηση της παρούσας σύμβασης εξετάζεται από Επιτροπή Διαχείρισης που απαρτίζεται από όλα τα συμβαλλόμενα μέρη σύμφωνα με τον εσωτερικό κανονισμό που προβλέπεται στο παράρτημα 7.

Κάθε τέτοια τροποποίηση εξεταζόμενη ή εκπονούμενη κατά τη σύνοδο της Επιτροπής Διαχείρισης, και υιοθετούμενη από την Επιτροπή, ανακοινώνεται από το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών στα συμβαλλόμενα μέρη για αποδοχή.

3. Κάθε προτεινόμενη τροποποίηση που ανακοινώνεται κατ' εφαρμογή των διατάξεων της προηγούμενης παραγράφου αρχίζει να ισχύει για όλα τα συμβαλλόμενα μέρη τρεις μήνες μετά την εκπνοή μιας περιόδου δώδεκα μηνών από την ημερομηνία που έγινε η ανακοίνωση, εφόσον, κατά τη διάρκεια της περιόδου αυτής, δε γνωστοποιήθηκε αντίρρηση για την προτεινόμενη τροποποίηση, στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, από κράτος που είναι συμβαλλόμενο μέρος ή από οργανισμό περιφερειακής οικονομικής ενοποίησης, που είναι ο ίδιος συμβαλλόμενο μέρος και ο οποίος ενεργεί συνεπώς υπό τους όρους που καθορίζονται στην παράγραφο 2 του άρθρου 16 της παρούσας σύμβασης.

4. Αν γνωστοποιηθεί αντίρρηση για την προτεινόμενη τροποποίηση, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου, η τροποποίηση θεωρείται ότι δεν έγινε δεκτή και δεν επάγεται κανένα αποτέλεσμα.

'Αρθρο 23.
Αιτήματα, ανακοινώσεις και αντιρρήσεις.

Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών πληροφορεί όλα τα συμβαλλόμενα μέρη και όλα τα κράτη σχετικά με οποιοδήποτε αίτημα, ανακοίνωση ή αντίρρηση, που γίνεται βάσει του άρθρου 22 και την ημερομηνία έναρξης ισχύος μιας τροποποίησης.

'Αρθρο 24.
Αναθεωρητική διάσκεψη.

Μετά την παρέλευση πέντε χρόνων από την έναρξη ισχύος της παρούσας σύμβασης, κάθε συμβαλλόμενο μέρος μπορεί με γνωστοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, να ζητήσει τη σύγκληση διάσκεψης με σκοπό την αναθεώρηση της παρούσας σύμβασης, αναφέροντας τις προτάσεις που πρόκειται να εξεταστούν στη διάσκεψη αυτή. Στην περίπτωση αυτή :

ι) Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών γνωστοποιεί το αίτημα αυτό σε όλα τα συμβαλλόμενα μέρη και τα καλεί να υποβάλουν, μέσα σε προθεσμία τριών μηνών, τις παρατηρήσεις τους στις προτάσεις αυτές, καθώς και άλλες προτάσεις που θα ήθελαν να εξεταστούν από τη διάσκεψη.

ιι) Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ανακοινώνει παρομοίως σε όλα τα συμβαλλόμενα μέρη το κείμενο των άλλων ενδεχόμενων προτάσεων και συγκαλεί αναθεωρητική διάσκεψη αν, μέσα σε χρονικό διάστημα έξι μηνών από την ανακοίνωση αυτή, το ένα τρίτο τουλάχιστον των συμβαλλόμενων μερών γνωστοποιήσουν τη συναίνεσή τους για τη σύγκληση της διάσκεψης.

ιιι) Εντούτοις, αν ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών κρίνει ότι η πρόταση για αναθεώρηση είναι συγχωνεύσιμη σε πρόταση τροποποίησης κατά την έννοια της παραγράφου 1 του άρθρου 22, μπορεί με τη συμφωνία του εισηγούμενου την πρόταση συμβαλλόμενου μέρους να θέσει σε κίνηση τη διαδικασία τροποποίησης που προβλέπεται στο άρθρο 22, αντί της διαδικασίας αναθεώρησης.

'Αρθρο 25.
Γνωστοποιήσεις.

Εκτός από τις γνωστοποιήσεις και τις ανακοινώσεις που προβλέπονται στα άρθρα 23 και 24, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών γνωστοποιεί σε όλα τα κράτη :

α) τις υπογραφές, επικυρώσεις, αποδοχές, εγκρίσεις και προσχωρήσεις βάσει του άρθρου 16·

β) τις ημερομηνίες έναρξης ισχύος της παρούσας σύμβασης σύμφωνα με το άρθρο 17·

γ) τις καταγγελίες βάσει του άρθρου 18·

δ) τη λήξη της παρούσας σύμβασης βάσει του άρθρου 19·

ε) τις επιφυλάξεις που διατυπώνονται βάσει του άρθρου 21.

'Αρθρο 26.
Κεκυρωμένα ακριβή αντίγραφα.

Μετά τις 31 Μαρτίου 1984, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα διαβιβάσει δύο κεκυρωμένα ακριβή αντίγραφα της παρούσας σύμβασης σε καθένα από τα συμβαλλόμενα μέρη και σε όλα τα κράτη που δεν είναι συμβαλλόμενα μέρη.

'Εγινε στη Γενεύη, στις 21 Οκτωβρίου 1982, σε ένα μόνο πρωτότυπο, του οποίου το αγγλικό, ισπανικό, γαλλικό και ρωσικό κείμενο είναι εξίσου αυθεντικά.

Σε πίστωση του παρόντος, οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν, υπέγραψαν την παρούσα σύμβαση.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1.
ΕΝΑΡΜΟΝΙΣΗ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΩΝ ΚΑΙ ΑΛΛΩΝ ΕΛΕΓΧΩΝ

'Αρθρο 1.
Αρχές.

1. Λαμβανομένης υπόψη της παρουσίας του τελωνείου σε όλα τα σύνορα και του γενικού χαρακτήρα της επέμβασής του, οι άλλοι έλεγχοι οργανώνονται, στο μέτρο του δυνατού, κατά τρόπο εναρμονισμένο με τους τελωνειακούς ελέγχους.

2. Κατ' εφαρμογή της αρχής αυτής, είναι δυνατή η διενέργεια, αν συντρέχει περίπτωση, των ελέγχων αυτών εξ ολοκλήρου ή κατά μέρος σε τόπο άλλον από τα σύνορα, εφόσον οι χρησιμοποιούμενες διαδικασίες συμβάλλουν στη διευκόλυνση της διεθνούς κυκλοφορίας των εμπορευμάτων.

'Αρθρο 2.

1. Το τελωνείο θα τηρείται πλήρως ενήμερο όσον αφορά τις νομοθετικές ή κανονιστικές διατάξεις που συνεπάγονται την άσκηση ελέγχων άλλων από τους τελωνειακούς.

2. 'Οταν άλλοι έλεγχοι κρίνονται απαραίτητοι, το τελωνείο λαμβάνει μέριμνα ώστε να ειδοποιούνται σχετικά οι ενδιαφερόμενες υπηρεσίες και συνεργάζεται με αυτές.

'Αρθρο 3.
Οργάνωση των ελέγχων.

1. 'Οταν παρίσταται ανάγκη διενέργειας περισσότερων ελέγχων στον ίδιο τόπο, οι αρμόδιες υπηρεσίες παίρνουν όλα τα χρήσιμα μέτρα για τη διενέργεια των ελέγχων αυτών, αν είναι δυνατό, ταυτόχρονα και μέσα στο συντομότερο χρόνο. Προσπαθούν να συντονίζουν τις απαιτήσεις τους όσον αφορά τα έγγραφα και τις πληροφορίες.

2. Ειδικότερα, οι αρμόδιες υπηρεσίες παίρνουν όλα τα κατάλληλα μέτρα ώστε το προσωπικό και οι απαραίτητες εγκαταστάσεις να είναι διαθέσιμα στο χώρο όπου διενεργούνται οι έλεγχοι.

3. Το Τελωνείο, μετά από ρητή εξουσιοδότηση των αρμόδιων υπηρεσιών, μπορεί να διενεργεί για λογαριασμό τους εξ ολοκλήρου ή μερικά τους ελέγχους με τους οποίους είναι επιφορτισμένες οι υπηρεσίες αυτές.

Στην περίπτωση αυτή, οι υπηρεσίες αυτές μεριμνούν να παρέχουν στο τελωνείο τα απαραίτητα μέσα.

'Αρθρο 4.
Αποτελέσματα ελέγχων.

1. Για όλα τα θέματα που προβλέπονται στην παρούσα σύμβαση, οι υπηρεσίες ελέγχου και το τελωνείο ανταλλάσσουν κάθε χρήσιμη πληροφορία, μέσα στο συντομότερο δυνατό χρόνο, με σκοπό τη διασφάλιση της αποτελεσματικότητας των ελέγχων.

2. Με βάση τα αποτελέσματα των διενεργούμενων ελέγχων, η αρμόδια υπηρεσία αποφασίζει περί της τύχης των εμπορευμάτων και πληροφορεί, αν παρίσταται ανάγκη, τις αρμόδιες για τους άλλους ελέγχους υπηρεσίες. Με βάση την απόφαση αυτή, το τελωνείο θέτει τα εμπορεύματα υπό το ενδεδειγμένο τελωνειακό καθεστώς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2.
ΙΑΤΡΟΫΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΣ ΕΛΕΓΧΟΣ

'Αρθρο 1.
Αρχές.

Ο ιατροϋγειονομικός έλεγχος ασκείται, ανεξαρτήτως του τόπου όπου διενεργείται, σύμφωνα με τις αρχές που καθορίζονται από την παρούσα σύμβαση και ιδιαίτερα από το παράρτημα 1 αυτής.

'Αρθρο 2.
Πληροφορίες.

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ενεργεί κατά τρόπο ώστε να είναι δυνατό κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο να αποκτά εύκολα πληροφορίες στα κατωτέρω θέματα:

- τα εμπορεύματα που υπόκεινται σε ιατροϋγειονομικό έλεγχο,
- τους χώρους όπου τα εν λόγω εμπορεύματα μπορούν να προσκομισθούν για έλεγχο,
- τις νομοθετικές και κανονιστικές διατάξεις σχετικά με τον ιατροϋγειονομικό έλεγχο, καθώς και τις διαδικασίες γενικής εφαρμογής τους.

'Αρθρο 3.
Οργάνωση των ελέγχων.

1. Οι υπηρεσίες ελέγχου λαμβάνουν πρόνοια ώστε να είναι διαθέσιμες οι απαραίτητες εγκαταστάσεις στους συνοριακούς σταθμούς όπου ασκείται ο ιατροϋγειονομικός έλεγχος.

2. Ο ιατροϋγειονομικός έλεγχος μπορεί, επίσης, να διενεργείται σε τόπους που κείνται στο εσωτερικό της χώρας, αν από τα προσκομιζόμενα δικαιολογητικά και από την τεχνική του τρόπου μεταφοράς που χρησιμοποιείται καταφαίνεται ότι τα εμπορεύματα δεν είναι δυνατό να αλλοιωθούν ούτε να αποτελέσουν εστία μόλυνσης κατά τη διάρκεια της μεταφοράς.

3. Στα πλαίσια συμβάσεων που ισχύουν, τα συμβαλλόμενα μέρη θα προσπαθήσουν να μειώσουν όσο είναι δυνατό τους φυσικούς ελέγχους των ευπαθών εμπορευμάτων κατά τη διάρκεια της διαδρομής.

4. 'Οταν τα εμπορεύματα πρέπει να αποθηκευτούν περιμένοντας τα αποτελέσματα του ιατροϋγειονομικού ελέγχου, οι αρμόδιες υπηρεσίες ελέγχου των συμβαλλόμενων μερών λαμβάνουν τα απαραίτητα μέτρα ώστε η αποθήκευση αυτή να πραγματοποιείται κάτω από όρους που θα επιτρέπουν τη συντήρηση των εμπορευμάτων με την τήρηση του ελάχιστου αριθμού τελωνειακών διατυπώσεων.

'Αρθρο 4.
Διαμετακομιζόμενα εμπορεύματα.

Στα πλαίσια των συμβάσεων που ισχύουν, τα συμβαλλόμενα μέρη απέχουν όσο είναι δυνατό από τη διενέργεια ιατροϋγειονομικού ελέγχου των εμπορευμάτων που τελούν υπό διαμετακόμιση, εφόσον δεν υπάρχει κίνδυνος μόλυνσης.

'Αρθρο 5.
Συνεργασία.

1. Οι υπηρεσίες ιατροϋγειονομικού ελέγχου συνεργάζονται με τις ομόλογες υπηρεσίες των άλλων συμβαλλόμενων μερών προκειμένου να επισπεύδεται η διέλευση των ευπαθών εμπορευμάτων που υπόκεινται σε ιατροϋγειονομικό έλεγχο, ιδίως με την ανταλλαγή χρήσιμων πληροφοριών.

2. 'Οταν αποστολή ευπαθών εμπορευμάτων κατακρατείται κατά τον ιατροϋγειονομικό έλεγχο, η υπεύθυνη υπηρεσία αναλαμβάνει να πληροφορήσει γι' αυτό την ομόλογη υπηρεσία της χώρας εξαγωγής μέσα στο συντομότερο χρονικό διάστημα, αναφέροντας τους λόγους της κατακράτησης και τα μέτρα που ελήφθησαν για τα εμπορεύματα αυτά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3.
ΚΤΗΝΙΑΤΡΙΚΟΣ ΕΛΕΓΧΟΣ

'Αρθρο 1.
Αρχές.

Ο κτηνιατρικός έλεγχος ασκείται, ανεξαρτήτως του τόπου όπου αυτός διενεργείται, σύμφωνα με τις αρχές που καθορίζονται από την παρούσα σύμβαση και ιδιαίτερα από το παράρτημα 1 αυτής.

'Αρθρο 2.
Ορισμοί.

Ο κτηνιατρικός έλεγχος που ορίζεται στο στοιχείο δ' του άρθρου 1 της παρούσας σύμβασης επεκτείνεται και στον έλεγχο των μέσων και των όρων μεταφοράς των ζώων και ζωικών προϊόντων. Μπορεί, επίσης, να περιλαμβάνει ελέγχους για την ποιότητα, τις προδιαγραφές και τις διάφορες ρυθμιστικές διατάξεις, όπως αυτές που αποσκοπούν στη διατήρηση ειδών που απειλούνται με εξαφάνιση, οι οποίοι έλεγχοι, για λόγους αποτελεσματικότητας, συχνά συνδυάζονται με τον κτηνιατρικό έλεγχο.

'Αρθρο 3.
Πληροφορίες.

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ενεργεί κατά τρόπο ώστε να είναι δυνατό κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο να αποκτά εύκολα πληροφορίες στα κατωτέρω θέματα :

– τα εμπορεύματα που υπόκεινται σε κτηνιατρικό έλεγχο,
– τους χώρους όπου τα εμπορεύματα μπορεί να παρουσιαστούν για έλεγχο,
– τις ασθένειες, η δήλωση των οποίων είναι υποχρεωτική,
– τις νομοθετικές και κανονιστικές διατάξεις τις σχετικές με τον κτηνιατρικό έλεγχο, καθώς και τις διαδικασίες γενικής εφαρμογής τους.

'Αρθρο 4.
Οργάνωση των ελέγχων.

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν :

– να συγκροτούν, εφόσον υπάρχει ανάγκη και όπου αυτό είναι δυνατό, εγκαταστάσεις κατάλληλες για τον κτηνιατρικό έλεγχο, που θα ανταποκρίνονται στις απαιτήσεις της εμπορευματικής κίνησης,

– να διευκολύνουν την κυκλοφορία των εμπορευμάτων, ιδίως με το συντονισμό του ωραρίου εργασίας των κτηνιατρικών και των τελωνειακών υπηρεσιών και με τη διεκπεραίωση, εκτός του συνηθισμένου ωραρίου, των διατυπώσεων για τα εμπορεύματα που η άφιξή τους έχει αναγγελθεί προηγουμένως.

2. Ο κτηνιατρικός έλεγχος των ζωικών πορΐόντων μπορεί, επίσης, να πραγματοποιείται σε σημεία του εσωτερικού της χώρας εφόσον, από τους λόγους που προβάλλονται σαν δικαιολογία και από τα χρησιμοποιούμενα μεταφορικά μέσα, τα προϊόντα δεν θα μπορούσαν να αλλοιωθούν κατά τη διάρκεια της μεταφοράς τους.

3. Στα πλαίσια συμβάσεων που ισχύουν, τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν να μειώσουν όσο είναι δυνατό τους φυσικούς ελέγχους των ευπαθών εμπορευμάτων κατά τη διάρκεια της διαδρομής.

4. 'Οταν τα εμπορεύματα πρέπει να αποθηκευτούν αναμένοντας τα αποτελέσματα του κτηνιατρικού ελέγχου, οι αρμόδιες υπηρεσίες ελέγχου των συμβαλλόμενων μερών λαμβάνουν τα απαραίτητα μέτρα ώστε η αποθήκευση να πραγματοποιείται με τις ελάχιστες δυνατές τελωνειακές διατυπώσεις, κάτω από όρους που εξασφαλίζουν την καραντίνα και τη συντήρηση των εμπορευμάτων.

'Αρθρο 5.
Διαμετακομιζόμενα εμπορεύματα.

Στα πλαίσια συμβάσεων που ισχύουν, τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν να απέχουν, όσο είναι δυνατό, από κτηνιατρικούς ελέγχους των ζωικών προϊόντων κατά τη διάρκεια της διαμετακόμισης, εφόσον δεν υπάρχει κίνδυνος μόλυνσης.

'Αρθρο 6.
Συνεργασία.

1. Οι υπηρεσίες κτηνιατρικού ελέγχου συνεργάζονται με τις ομόλογες υπηρεσίες των λοιπών συμβαλλόμενων μερών έτσι ώστε να επιταχύνεται η διέλευση των εμπορευμάτων που υπόκεινται σε κτηνιατρικό έλεγχο, ιδίως ανταλλάσσοντας χρήσιμες πληροφορίες.

2. 'Οταν αποστολή ευπαθών εμπορευμάτων ή ζώντων ζώων κατακρατείται από τον κτηνιατρικό έλεγχο, η υπεύθυνη υπηρεσία προσπαθεί να πληροφορήσει γι' αυτό την ομόλογη υπηρεσία της χώρας εξαγωγής, μέσα στο συντομότερο χρονικό διάστημα, αναφέροντας τους λόγους της κατακράτησης και τα μέτρα που ελήφθησαν για τα εμπορεύματα αυτά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4
ΦΥΤΟΠΑΘΟΛΟΓΙΚΟΣ ΕΛΕΓΧΟΣ

'Αρθρο 1.
Αρχές.

Ο φυτοπαθολογικός έλεγχος ασκείται, ανεξαρτήτως του τόπου όπου διενεργείται αυτός, σύμφωνα με τις αρχές που καθορίζονται στην παρούσα σύμβαση και ειδικότερα στο παράρτημα 1 αυτής.

'Αρθρο 2.
Ορισμοί.

Ο φυτοπαθολογικός έλεγχος που ορίζεται στο στοιχείο ε' του άρθρου 1 της παρούσας σύμβασης καλύπτει ομοίως τον έλεγχο των μέσων και των τρόπων μεταφοράς των φυτών και των φυτικών προϊόντων. Μπορεί να περιλαμβάνει ομοίως μέτρα που αποσκοπούν στη διατήρηση των φυτικών προϊόντων που απειλούνται με εξαφάνιση.

'Αρθρο 3.
Πληροφορίες.

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ενεργεί έτσι ώστε να είναι δυνατό κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο να αποκτά εύκολα πληροφορίες στα κατωτέρω θέματα :

–Τα εμπορεύματα που υπόκεινται σε ειδικούς φυτοϋγειονομικούς όρους.

–Τους χώρους όπου ορισμένα φυτά ή φυτικά προϊόντα μπορεί να προσκομίζονται για έλεγχο.

–Τον κατάλογο των ασθενειών των φυτών και των φυτικών προϊόντων για τις οποίες υφίστανται απαγορεύσεις ή περιορισμοί που είναι σε ισχύ.

–Τις νομοθετικές και κανονιστικές διατάξεις τις σχετικές με το φυτοπαθολογικό έλεγχο, καθώς και τις διαδικασίες γενικής εφαρμογής τους.

'Αρθρο 4.
Οργάνωση των ελέγχων.

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν :

–Να συγκροτούν, εφόσον υπάρχει ανάγκη και όπου αυτό είναι δυνατό, εγκαταστάσεις κατάλληλες για το φυτοπαθολογικό έλεγχο, την αποθήκευση, την απεντόμωση και την απολύμανση, που θα ανταποκρίνονται στις απαιτήσεις της εμπορευματικής κίνησης.

–Να διευκολύνουν την κυκλοφορία των εμπορευμάτων, ιδίως με το συντονισμό των ωραρίων εργασίας των φυτοπαθολογικών και των τελωνειακών υπηρεσιών και με τη διεκπεραίωση, εκτός του συνηθισμένου ωραρίου, των διατυπώσεων για τα ευπαθή εμπορεύματα, όταν η άφιξή τους έχει αναγγελθεί προηγουμένως.

2. Ο φυτοπαθολογικός έλεγχος φυτών και φυτικών προϊόντων μπορεί, επίσης, να ενεργείται στο εσωτερικό της χώρας, εφόσον με βάση τα προσκομιζόμενα δικαιολογητικά και τα χρησιμοποιούμενα μέσα μεταφοράς τα εμπορεύματα δεν θα μπορούσαν να αλλοιωθούν κατά τη διάρκεια της μεταφοράς τους.

3. Στα πλαίσια συμβάσεων που ισχύουν, τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν να μειώσουν, όσο το δυνατό, τους φυσικούς ελέγχους των ευπαθών εμπορευμάτων κατά τη διάρκεια της διαδρομής.

4. Όταν τα εμπορεύματα πρέπει να αποθηκευτούν αναμένοντας τα αποτελέσματα του φυτοπαθολογικού ελέγχου, οι αρμόδιες υπηρεσίες ελέγχου των συμβαλλόμενων μερών κάνουν τα απαραίτητα ώστε η αποθήκευση αυτή να πραγματοποιείται με τις ελάχιστες τελωνειακές διατυπώσεις, κάτω από όρους που διασφαλίζουν την καραντίνα και τη συντήρηση των εμπορευμάτων.

Άρθρο 5.
Διαμετακομιζόμενα εμπορεύματα.

Στα πλαίσια συμβάσεων που ισχύουν, τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν να απέχουν, όσο είναι δυνατό, από φυτοπαθολογικούς ελέγχους εμπορευμάτων κατά τη διάρκεια της διαμετακόμισης, εκτός αν το μέτρο αυτό είναι απαραίτητο για την προστασία των εγχώριων φυτών τους.

Άρθρο 6.
Συνεργασία.

1. Οι φυτοπαθολογικές υπηρεσίες συνεργάζονται με τις ομόλογες υπηρεσίες των λοιπών συμβαλλόμενων μερών, έτσι ώστε να επιταχύνεται η διέλευση των φυτών και των φυτικών προϊόντων που υπόκεινται στο φυτοπαθολογικό έλεγχο, ιδίως ανταλλάσσοντας χρήσιμες πληροφορίες.

2. Όταν αποστολή φυτών ή φυτικών προϊόντων κατακρατείται κατά το φυτοπαθολογικό έλεγχο, η υπεύθυνη υπηρεσία προσπαθεί να πληροφορήσει γι' αυτό την ομόλογη υπηρεσία της χώρας εξαγωγής, μέσα στο συντομότερο χρονικό διάστημα αναφέροντας τους λόγους της κατακράτησης και τα μέτρα που ελήφθησαν όσον αφορά τα εμπορεύματα αυτά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5
ΕΛΕΓΧΟΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΜΕ ΤΙΣ ΤΕΧΝΙΚΕΣ ΠΡΟΔΙΑΓΡΑΦΕΣ

Άρθρο 1.
Αρχές.

Ο έλεγχος συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές σχετικά με τα εμπορεύματα που αναφέρονται στην παρούσα σύμβαση ασκείται, ανεξαρτήτως του τόπου όπου ο έλεγχος διενεργείται, σύμφωνα με τις αρχές που καθορίζονται στην παρούσα σύμβαση και ιδιαίτερα στο παράρτημα 1 αυτής.

Άρθρο 2.
Πληροφορίες.

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ενεργεί έτσι ώστε να είναι δυνατό κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο να αποκτά εύκολα πληροφορίες στα κατωτέρω θέματα :

–τις προδιαγραφές που εφαρμόζει,

–τους χώρους όπου τα εμπορεύματα μπορούν να προσκομίζονται για έλεγχο,

–τις νομοθετικές και κανονιστικές διατάξεις τις σχετικές με τον έλεγχο συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές, καθώς και τις διαδικασίες γενικής εφαρμογής τους.

Άρθρο 3.
Εναρμόνιση των προδιαγραφών.

Λόγω ελλείψεως διεθνών προδιαγραφών, τα συμβαλλόμενα μέρη, εφαρμόζοντας τις εθνικές προδιαγραφές, προσπαθούν να τις εναρμονίσουν μέσω διεθνών συμφωνιών.

Άρθρο 4.
Οργάνωση των ελέγχων.

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν :

–Να συγκροτούν, εφόσον υπάρχει ανάγκη και όπου αυτό είναι δυνατό, σταθμούς ελέγχου συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές που θα ανταποκρίνονται στις απαιτήσεις της εμπορευματικής κίνησης.

–Να διευκολύνουν την κυκλοφορία των εμπορευμάτων, ιδίως με το συντονισμό των ωρών εργασίας της υπηρεσίας που είναι επιφορτισμένη με τον έλεγχο συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές και των τελωνειακών υπηρεσιών και με τη διεκπεραίωση, εκτός του συνηθισμένου ωραρίου, των διατυπώσεων για τα ευπαθή εμπορεύματα, οσάκις η άφιξη αυτών έχει αναγγελθεί προηγουμένως.

2. Ο έλεγχος συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές μπορεί επίσης να διενεργείται σε σημεία του εσωτερικού της χώρας, εφόσον, από τους λόγους που προβάλλονται σαν δικαιολογία και τα χρησιμοποιούμενα μεταφορικά μέσα, τα εμπορεύματα και ιδιαίτερα τα ευπαθή προϊόντα, δεν θα μπορούσαν να αλλοιωθούν κατά τη διάρκεια της μεταφοράς τους.

3. Στα πλαίσια συμβάσεων που ισχύουν, τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν να μειώσουν, όσο είναι δυνατό, τους φυσικούς ελέγχους, κατά τη διαδρομή, ευπαθών εμπορευμάτων που υποβάλλονται στον έλεγχο συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές.

4. Τα συμβαλλόμενα μέρη οργανώνουν τον έλεγχο συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές εναρμονίζοντας, κάθε φορά που αυτό είναι δυνατό, τις αντίστοιχες διαδικασίες της υπεύθυνης για τον έλεγχο αυτόν υπηρεσίας και, ενδεχομένως, των αρμόδιων υπηρεσιών για τους άλλους ελέγχους και επιθεωρήσεις.

5. Στην περίπτωση ευπαθών εμπορευμάτων που κρατούνται εν αναμονή των αποτελεσμάτων του ελέγχου συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές, οι αρμόδιες υπηρεσίες ελέγχου των συμβαλλόμενων μερών επιβλέπουν ώστε η εναπόθεση των εμπορευμάτων ή η στάθμευση των μεταφορικών μέσων, να διενεργείται με όσο το δυνατό ελάχιστες τελωνειακές διατυπώσεις, κάτω από όρους που θα επιτρέπουν τη διατήρηση των εμπορευμάτων.

Άρθρο 5.
Διαμετακομιζόμενα εμπορεύματα.

Ο έλεγχος συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές δεν ασκείται συνήθως σε εμπορεύματα απευθείας διαμετακομιζόμενα.

Άρθρο 6.
Συνεργασία.

1. Οι υπεύθυνες υπηρεσίες ελέγχου συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές συνεργάζονται με τις ομόλογες υπηρεσίες των λοιπών συμβαλλόμενων μερών, προκειμένου να επιταχύνεται η διέλευση ευπαθών εμπορευμάτων που υπόκεινται στον έλεγχο συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές, ιδίως με την ανταλλαγή χρήσιμων πληροφοριών.

2. Οσάκις αποστολή ευπαθών προϊόντων κατακρατείται κατά τον έλεγχο συμφωνίας με τις τεχνικές προδιαγραφές, η υπεύθυνη υπηρεσία επιδιώκει να πληροφορήσει σχετικά την ομόλογη υπηρεσία της χώρας εξαγωγής, μέσα στο συντομότερο χρονικό διάστημα, αναφέροντας τους λόγους της κατακράτησης και τα μέτρα που ελήφθησαν όσον αφορά τα εμπορεύματα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 6.
ΕΛΕΓΧΟΣ ΠΟΙΟΤΗΤΑΣ

Άρθρο 1.
Αρχές.

Ο έλεγχος ποιότητας των εμπορευμάτων που αναφέρονται στην παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται, ανεξαρτήτως του τόπου όπου ασκείται αυτός, σύμφωνα με τις αρχές που ορίζονται στην παρούσα σύμβαση και ειδικότερα στο παράρτημα 1 αυτής.

Άρθρο 2.
Πληροφορίες.

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ενεργεί έτσι ώστε να είναι δυνατό κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο να αποκτά εύκολα πληροφορίες στα κατωτέρω θέματα :

–Τους χώρους όπου τα εμπορεύματα μπορούν να προσκομίζονται για έλεγχο.

–Τις νομοθετικές και κανονιστικές διατάξεις τις σχετικές με τον έλεγχο ποιότητας, καθώς και τις διαδικασίες γενικής εφαρμογής τους.

Άρθρο 3.
Οργάνωση των ελέγχων.

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν:

–Να συγκροτούν, εφόσον υπάρχει ανάγκη και όπου αυτό είναι δυνατό, σταθμούς ελέγχου ποιότητας που θα ανταποκρίνονται στις απαιτήσεις της εμπορευματικής κίνησης.

–Να διευκολύνουν την κυκλοφορία των εμπορευμάτων, ιδίως με το συντονισμό των ωρών εργασίας της υπηρεσίας που είναι επιφορτισμένη με τον έλεγχο της ποιότητας και των τελωνειακών υπηρεσιών, και με τη διεκπεραίωση, εκτός του συνηθισμένου ωραρίου, των διατυπώσεων για τα ευπαθή εμπορεύματα, οσάκις η άφιξη αυτών έχει αναγγελθεί προηγουμένως.

2. Ο έλεγχος ποιότητας μπορεί, επίσης, να ενεργείται σε σημεία του εσωτερικού της χώρας, εφόσον οι χρησιμοποιούμενες διαδικασίες συμβάλλουν στη διευκόλυνση της διεθνούς κυκλοφορίας των εμπορευμάτων.

3. Στα πλαίσια συμβάσεων που ισχύουν, τα συμβαλλόμενα μέρη προσπαθούν να μειώσουν όσο το δυνατό τους φυσικούς ελέγχους κατά τη διέλευση των ευπαθών εμπορευμάτων που υπόκεινται σε έλεγχο ποιότητας.

4. Τα συμβαλλόμενα μέρη οργανώνουν τον έλεγχο ποιότητας εναρμονίζοντας, κάθε φορά που αυτό είναι δυνατό, τις αντίστοιχες διαδικασίες της υπεύθυνης για τον έλεγχο αυτό υπηρεσίας και, ενδεχομένως, των αρμόδιων υπηρεσιών για τους άλλους ελέγχους και επιθεωρήσεις.

Άρθρο 4.
Διαμετακομιζόμενα εμπορεύματα.

Ο έλεγχος ποιότητας δεν ασκείται συνήθως σε εμπορεύματα απευθείας διαμετακομιζόμενα.

Άρθρο 5.
Συνεργασία.

1. Οι υπηρεσίες ελέγχου ποιότητας συνεργάζονται με τις ομόλογες υπηρεσίες των λοιπών συμβαλλόμενων μερών προκειμένου να επιταχύνεται η διέλευση ευπαθών εμπορευμάτων που υπόκεινται σε έλεγχο ποιότητας, ιδίως με την ανταλλαγή χρήσιμων πληροφοριών.

2. Οσάκις αποστολή ευπαθών εμπορευμάτων κατακρατείται κατά τον έλεγχο ποιότητας, η υπεύθυνη υπηρεσία επιδιώκει να πληροφορήσει σχετικά την ομόλογη υπηρεσία της χώρας εξαγωγής, μέσα στο συντομότερο χρονικό διάστημα, αναφέροντας τους λόγους της κατακράτησης και τα μέτρα που ελήφθησαν όσον αφορά τα εμπορεύματα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 7.

ΕΣΩΤΕΡΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΗΣ ΠΟΥ ΠΡΟΒΛΕΠΕΤΑΙ ΣΤΟ ΑΡΘΡΟ 22 ΤΗΣ ΠΑΡΟΥΣΑΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ

Άρθρο 1.
Μέλη.

Τα μέλη της Επιτροπής Διαχείρισης είναι τα συμβαλλόμενα μέρη της παρούσας σύμβασης.

Άρθρο 2.
Παρατηρητές.

1. Η Επιτροπή Διαχείρισης μπορεί να αποφασίζει να προσκαλεί τις αρμόδιες διοικήσεις κρατών που δεν είναι συμβαλλόμενα μέρη ή εκπροσώπους διεθνών οργανισμών που δεν είναι συμβαλλόμενα μέρη, για θέματα που τους ενδιαφέρουν, προκειμένου να παρίστανται στις συνόδους με την ιδιότητα του παρατηρητή.

2. Εντούτοις, υπό την επιφύλαξη του άρθρου 1, οι διεθνείς οργανισμοί που αναφέρονται στην παράγραφο 1, οι οποίοι είναι αρμόδιοι όσον αφορά τα θέματα που ρυθμίζονται στα παραρτήματα της παρούσας σύμβασης, συμμετέχουν αυτοδικαίως στις εργασίες της Επιτροπής Διαχείρισης σαν παρατηρητές.

Άρθρο 3.
Γραμματεία.

Η Γραμματεία της Επιτροπής ασκείται από τον Εκτελεστικό Γραμματέα της Οικονομικής Επιτροπής για την Ευρώπη.

Άρθρο 4.
Συγκλήσεις.

Ο Εκτελεστικός Γραμματέας της Οικονομικής Επιτροπής για την Ευρώπη συγκαλεί την επιτροπή:

ι) δυο χρόνια αφότου άρχισε να ισχύει η σύμβαση·

ιι) στη συνέχεια, σε ημερομηνία που καθορίζεται από την επιτροπή, αλλά τουλάχιστον κάθε πέντε χρόνια·

ιιι) μετά από αίτηση των αρμόδιων διοικήσεων τουλάχιστον πέντε κρατών που είναι συμβαλλόμενα μέρη.

Άρθρο 5.
Προεδρία.

Η Επιτροπή εκλέγει πρόεδρο και αντιπρόεδρο με την ευκαιρία κάθε συνόδου της.

Άρθρο 6.
Απαρτία.

Για τη λήψη αποφάσεων απαιτείται απαρτία τουλάχιστον του ενός τρίτου των κρατών που είναι συμβαλλόμενα μέρη.

Άρθρο 7.
Αποφάσεις.

ι) Οι προτάσεις τίθενται σε ψηφοφορία.

ιι) Κάθε κράτος που είναι συμβαλλόμενο μέρος και εκπροσωπείται στη σύνοδο διαθέτει μία ψήφο.

ιιι) Σε περίπτωση εφαρμογής της παραγράφου 2 του άρθρου 16 της σύμβασης, οι οργανισμοί περιφερειακής οικονομικής ενοποίησης, που είναι συμβαλλόμενα μέρη στη σύμβαση, σε περίπτωση ψηφοφορίας, διαθέτουν μόνο αριθμό ψήφων ίσο με το σύνολο των ψήφων που διαθέτουν τα κράτη μέλη τους που, ταυτόχρονα, είναι συμβαλλόμενα μέρη στη σύμβαση. Στην τελευταία αυτή περίπτωση, τα κράτη μέλη αυτά δεν ασκούν το δικαίωμα ψήφου τους.

ιν) Υπό την επιφύλαξη των διατάξεων του κατώτερου εδαφίου ν', οι προτάσεις υιοθετούνται με απλή πλειοψηφία των παρόντων μελών που ψηφίζουν σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται στα ανωτέρω εδάφια ιι και ιιι.

ν) Οι τροποποιήσεις της παρούσας σύμβασης υιοθετούνται με πλειοψηφία δύο τρίτων των παρόντων μελών που ψηφίζουν, σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται στα ανωτέρω εδάφια ιι και ιιι.

Άρθρο 8.
Έκθεση.

Η Επιτροπή εγκρίνει την έκθεσή της πριν από τη λήξη της συνόδου.

'Αρθρο 9.

Συμπληρωματικές διατάξεις.

Σε περίπτωση έλλειψης σχετικών διατάξεων στο παρόν παράρτημα, εφαρμόζεται ο εσωτερικός κανονισμός της Οικονομικής Επιτροπής για την Ευρώπη, εκτός αν η επιτροπή αποφασίσει άλλως για το θέμα αυτό.

'Αρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε Σύμβασης και των Παραρτημάτων της σύμφωνα με το άρθρο 17 της Σύμβασης.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Κέρκυρα, 17 Ιουλίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΚΩΣΤΑΣ ΣΗΜΙΤΗΣ

ΥΓΕΙΑΣ, ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΓΙΩΡΓΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΗΣ ΤΣΟΒΟΛΑΣ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΓΙΑΝΝΗΣ ΠΟΤΤΑΚΗΣ

ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΓΙΩΡΓΟΣ ΚΑΤΣΙΦΑΡΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 18 Ιουλίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ